

15, passage Dubail, Paris
 ABONNEMENTS
 France, 1 an 22 fr.
 — 6 mois 11 fr.
 Etranger, 1 an 40 fr.
 — 6 mois 20 fr.
 Compte Chèque Postal
 Bardin Alfred
 N° 1907-81, Paris

La Lutte Ouvrière

Léon TROTSKY demande une commission internationale d'enquête impartiale.

« Si la commission, a-t-il ajouté, décide de me reconnaître coupable, même à un léger degré des crimes dont m'accuse Staline, je m'engage d'avance à me placer volontairement entre les mains des exécuteurs de Moscou... »
 « Les accusateurs du Kremlin m'entendent-ils ? Je leur jette un défi à la face et j'attends leur réponse. »

Répondez Staline !
 Répondez les laquais : Cachin et autres !

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
 (Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Qui fait le lit du Fascisme? Cachin et Vaillant-Couturier se déroberent! Le Stalinisme !...

MM. Cachin et P. Vaillant-Couturier, poursuivent de leur mieux — c'est-à-dire en bons domestiques — la campagne dont on les a chargés pour l'identification dans l'esprit des masses du fascisme et du trotskysme, en vue de la prochaine guerre afin que les révolutionnaires puissent être fusillés comme des fascistes. Ce leur sera pour le moins aussi difficile que de faire passer Lénine, l'homme du défaitisme révolutionnaire, pour un patriote. On ne peut identifier l'eau et le feu. Il n'est pas dans nos intentions, pour répliquer à cette besogne de laquais, (qui demain, comme ils le firent hier, sur un ordre inverse, identifieront le trotskysme à l'Intelligence service ou à toute autre chose, de dénoncer le stalinisme, comme une forme du fascisme et de les identifier dans l'absolu. Nous laissons ces identifications sommaires aux polémistes superficiels. Le fascisme et le stalinisme reposent sur deux bases sociales différentes. L'un sur le capitalisme, l'autre sur le régime économique créé par la révolution d'octobre. Mais tandis que le fascisme renforce le régime capitaliste en décomposition, le stalinisme ruine progressivement toutes les conquêtes de la révolution au profit d'un retour aux valeurs bourgeoises, ainsi que l'un félicite toute la presse radicale, avec l'Europe, l'ère Nouvelle, etc... Cependant dans les méthodes de domination et de répression le fascisme et le stalinisme, bien qu'ils n'aient pas des bases identiques, présentent des traits de ressemblance de plus en plus écrasants.

Le 1^{er} février 1933, ne déclarait-il pas au Reichstag : « En ce qui concerne l'U.R.S.S. le gouvernement allemand est anxieux de maintenir des relations amicales et mutuellement profitables ». En mars 1933, quelques jours après l'incendie du Reichstag Hitler alloua 200 millions de marks de crédit à Staline. Les journalistes soviétiques sont admis au procès de Leipzig.

Le 30 janvier 1934, Hitler rassure Staline : « Il (Staline) craint que les forces hostiles aux soviets réagissent en Allemagne. Je dois ici rectifier cette interprétation ». Le 9 avril 1935 Hitler renouvelle le prêt de 600 millions de marks à Staline dans des termes plus avantageux. Le 26 avril 1936, après avoir dénoncé le pacte franco-soviétique, Hitler octroie à Staline un nouveau crédit de deux cents millions de marks.

Mieux : Le traité secret russo-allemand de 1926 qui n'avait pas été renouvelé à son expiration par la République de Weimar en 1931, a été prorogé pour cinq ans par Hitler et Staline le 5 mai 1933.

Lire la suite page 4.

LE FAIT de la semaine

LE BILAN DE PAUL FAURE

Paul Faure, secrétaire général du P.S., a annoncé à la C.A.P. qu'il ne croyait pas que le Front populaire réussirait au pouvoir. Paroles d'un chef.

Mais maintenant, il est persuadé du contraire. C'est pourquoi il trace des bilans optimistes. Ainsi dans son dernier « grand discours ».

En corrigéant le bilan Paul Faure par la réalité, en obtient un bilan exact.

« C'est qui a été fait déjà » dit Paul Faure :

« Les conventions collectives du travail », « les 40 heures », « les congés payés » sont présentés comme un don du gouvernement...

Il ne faudrait pas oublier ajouteraient un ouvrier que nous avons occupé les usines et que ça y a été pour quelque chose. Mais Paul Faure oublie cette époque où il était tellement effrayé.

Il ne faut pas non plus oublier, ajouteraient le même ouvrier que les avantages acquis en juin non seulement nous ont été rattrapés par la hausse des prix mais que la dévaluation s'y ajoutant, tout se passe comme si nous gagnions moins.

Les 40 heures sont l'objet du sabotage le plus systématique du patronat qui veut en faire retomber les frais sur les classes moyennes dans l'espoir de faire révoquer la réforme, dont l'application ne sera imposée que par la force et la vigilance ouvrière.

Lire la suite page 4.

2.500 Travailleurs à Paris, 1.500 à Lyon affirment leur volonté de défendre les trotskistes et de lutter pour la Révolution!

A Paris

Boitel préside. Il place le meeting sous la présidence d'honneur des victimes des 9 et 12 février, et des héros miliciens d'Espagne. Il retrace l'action du P. O. I. contre le monstrueux procès de Moscou (hier à Magie-City, dans le 3^e arrondissement, à Colombes, à Lyon, aujourd'hui à Wagram, puis en Belgique avec le P.S.R.; dimanche à Saumur...). Des milliers de travailleurs dans tous les pays sont touchés par la propagande révolutionnaire, et ce soir la grande salle de Wagram en témoigne.

Félicien Challaye

Félicien Challaye parle au nom du Comité pour l'enquête qu'il a délégué à ce meeting du P. O. I. M. montre ce qu'est le Comité; non un parti ou l'organe d'un parti mais une alliance d'organisations et de personnalités pour l'enquête importante sur le procès de Moscou et la défense de la « révolution défigurée ».

Puis Félicien Challaye montre les contradictions du procès actuel. Aucun document précis. Rien que des aveux, moralement impossibles. Les hommes fusillés furent les fondateurs de l'U.R.S.S. Lénine se serait donc entouré d'une « telle bande » pour réussir la plus grande révolution ?

Et Félicien Challaye évoque les premiers jours d'octobre. La grandeur d'âme des chefs, les vrais bolcheviks, leur merveilleux effort vers l'égalité. Mais aujourd'hui, se crée en U.R.S.S. une société d'inégalité et la « dictature du secrétariat ».

Qui prépare la guerre ? Ceux qui empoisonnent l'esprit ouvrier par le chauvinisme éhonté.

Challaye revient sur les précédents et démonte tout le système des faux aveux sur lesquels l'accusation est exclusivement basée. En 1932, procès des mencheviks (aveu d'avoir rencontré Briand et Poincaré sur les grands boulevards !) en avril 36 (aveu d'avoir rencontré Sedov à Copenhague où il n'a jamais été, dans un hôtel Bristol qui n'existe plus!), aujourd'hui aveu d'avoir rencontré Trotsky à Oslo, alors que même les officiers démentent ! On fait un triage parmi les accusés. Sur 60, 17 sont produits en public, 13 fusillés. Et les autres ?

Les travailleurs du monde ont droit à la vérité et à la justice. Félicien Challaye fait un appel, très applaudi, pour aider le Comité, et il se déclare fidèle à la « révolution permanente ».

Les J.S.R.

Fred Zeller lui succède, salué par l'Internationale entonnée par des milliers de poitrines. Le but du meeting: Zeller fait l'historique des procès de Staline. Assassinat de Kirov, fut le fait, non d'un « trotskyste » mais d'un jeune bureaucratie stalinien mécontent. Et cet assassinat surveillé par le Guépéou, qui n'a pu à temps empêcher le jeune terroriste, avec lequel l'opposition n'a rien de commun, a déchaîné une véritable hécatombe de bolcheviks !

Qui sont les accusés ? Quels sont les accusateurs ?

Les accusés, les anciens compagnons Non seulement répondre aux accusations, mais accuser...

Le devoir de l'heure...

Souscrire pour les 10.000 f.

Faire des abonnements de propagande à 5 f.

de Lénine : Zinoview, son collaborateur pendant la guerre, le président de la III^e Internationale, Kamence, président des Soviets de Moscou, exécutif testamentaire de Lénine, Mouraïov, un des meilleurs généraux rouges, organisateur de l'insurrection d'octobre emprisonné depuis 1928, Sokolnikow membre du C.C., ancien ambassadeur à Londres, Piatakov, un « des jeunes les plus capables », selon Lénine, Radek, compagnon de Karl et de Rose, hier encore rédacteur diplomatique de Staline ?

Tous sont des « capitulards », anciens « trotskystes », mais tous sont des fondateurs de l'U.R.S.S.

Du bureau politique du P.C. russe, du temps de Lénine, et de son C.C. central, il ne reste plus que le seul Staline. Après la mort de Lénine, les autres ont été emprisonnés ou fusillés par Staline.

Quels sont les accusateurs ?

Vychinsky qui était accusé contre la révolution russe en 1917, comme membre de la droite du menchevisme. Le directeur de la presse judiciaire ? Talavonky, que Lénine traitait de canaille parce qu'il expliquait en 1917 dans le journal le Dni que les bolcheviks étaient des agents de l'Allemagne. Le journaliste Kozlov qui salta les révolutionnaires d'Espagne et qui en 1917, était collaborateur des journaux blancs de Petlioura. On a épuré contrairement aux conseils de Lénine le parti des bolcheviks et on les a remplacés par d'anciens mencheviks ou bourgeois !

Au procès, on refuse le visa à des avocats non stalinistes, comme Philippe Serre ou André Philip qui sont pourtant nos adversaires. Mais les témoins « impartiaux » sont les laquais stalinistes, Cachin et P. V.-C. !

Lire la suite page 4.

A Lyon

L'appel du comité pour l'enquête sur les deux procès de Moscou et du parti ouvrier internationaliste la vaste salle Emile-Zola s'était emplie à craquer. Plus de 1.200 travailleurs étaient venus protester contre les assassins de Moscou.

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de Boulgère, du P.O.I., victime de la répression patronale à l'usine Gendron, avec comme assesseurs Cesbron du front social, et Mota de l'union anarchiste.

Le camarade Savorel de l'union anarchiste apporte la solidarité de son organisation aux bolcheviks-léninistes dans leur lutte contre les crimes de Moscou. Il félicite l'attitude de chauvinisme adoptée par le parti stalinien dont l'attitude est toute entière centrée sur la préparation à la guerre. Il conclut par un appel à l'union de toutes les forces révolutionnaires pour endiguer le courant de collaboration de classe et d'union sacrée.

Le camarade Colliard, centrant son exposé sur la situation en U.R.S.S. établit des parallèles entre celle-ci et l'attitude de l'Internationale communiste dans le monde. On ne peut pas en France tendre la main aux croix de feu sans fusiller en U.R.S.S. les révolutionnaires. On ne peut pas en France vouloir terminer une grève à temps sans en U.R.S.S. rétablir le rouble et l'hé-

ritage. Les deux politiques s'enchaînent étroitement. Les procès de Moscou sont la conséquence de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. ; c'est une question sociale et politique qui est à la base du problème, et c'est l'action politique et révolutionnaire des travailleurs dans le monde pour les Etats-Unis Soviétiques du monde qui seule pourra le résoudre.

André Philip, député du Rhône, tient tout d'abord à se délimiter soigneusement des bolcheviks-léninistes et de leurs appréciations sur l'U.R.S.S. Il estime qu'il y a, dans le procès des choses incompréhensibles qu'il n'a pu encore saisir. Si les accusés sont véritablement coupables pourquoi refusent-ils la présence de témoins jugés gênants en n'adressant aucune réponse aux demandes de visa ? Le résultat de ces procès ne peut être que la division des ouvriers et en Espagne, d'où Philip revient, la grosse majorité des travailleurs sont aujourd'hui dressés contre le parti communiste. Il faut que le malaise général provoqué par les exécutions soit dissipé par l'envoi en U.R.S.S. d'une commission de juristes de toutes les tendances chargée de faire la lumière.

Gérard Rosenthal examine une par une les charges de l'accusation et montre leur inanité. Le voyage en avion de Piatakov, l'entrevue de Copenhague, celle du Bois de Boulogne, tout cela est démenti d'une

Lire la suite page 2.

LEON TROTSKY démonte le mécanisme des aveux!

Nous publions ci-après un extrait du premier message qui nous parvient de Léon Trotsky. Cet extrait concerne les aveux. Il s'agit d'une étude écrite par Léon Trotsky alors qu'il était emprisonné par le gouvernement « socialiste ». A ce moment-là notre camarade doit écrire sans pouvoir se retirer et se corriger, en utilisant les procédés techniques employés dans les prisons tsaristes. Et il s'agissait pour lui, uniquement de se défendre contre les accusations les plus monstrueuses de l'histoire, ce que lui interdisait la « démocratie » norvégienne ! Dans cette étude Léon Trotsky réédite en poussière les « travaux » des domestiques « juridiques » de Staline qui ont nom Pritt et Rosemark (de la ligue des droits de l'homme et avocat de russes blancs) Ce qui est dit ci-après du mécanisme des aveux s'applique à tous les procès stalinien, et explique en même temps le dernier procès, où les faux aveux jouèrent le même rôle que dans les précédents.

Malgré tous les obstacles, la vérité se fraie un chemin.

Tout le procès, repose sur les aveux surprenants par leur grossièreté et pleins de contradictions psychologiques. Pour comprendre la valeur des « aveux » standardisés des clients de la Gépéou, il faut commencer par examiner les capitulations politiques standardisées,

dont les « aveux » constituent la suite et le développement immédiat. L'histoire des capitulations s'étend sur les 13 dernières années et pourrait — par ses documents « humains », — fournir la matière de plusieurs dizaines de volumes.

Le contenu des aveux ne correspond en rien au caractère d'un « crime » exécuté ou non, mais aux diverses nécessités du gouvernement. C'est pourquoi les aveux publics ont un caractère purement rituel, standardisé. Leur seule signification politique est d'enseigner à tous à penser ou, tout au moins à s'exprimer uniformément. Mais précisément pour cette raison, personne parmi les gens en question n'a pris ces « répentirs » au sérieux. Ces aveux ne sont pas de véritables aveux, mais un contrat signé avec la bureaucratie. La preuve en est fournie par le fait que même I.N. Smirnov, l'un des hommes les plus sincères et les plus honnêtes, a rédigé en 1929 en l'espace de quelques semaines plusieurs textes d'aveux qui étaient en contradiction flagrante les uns avec les autres. (Ces textes furent publiés à l'époque dans le bulletin de l'opposition russe). Il faut ajouter que presque tous les aveux (c'est-à-dire des dizaines de milliers d'aveux) de l'époque thermidorienne, n'ont pour seul but que de m'atteindre personnellement. Pour rentrer au sein de la grande famille de la bu-

reaucratie ou pour s'assurer au moins le droit au morceau de pain, chaque oppositionnel, demi-oppositionnel, ou n'importe quel citoyen, était contraint de dénoncer en toute occasion le trotskysme et condamner Trotsky avec autant de succès qu'il le faisait d'une manière plus éclatante. Ces aveux et ces repentiments sont devenus pour eux tous comme des pratiques rituelles à l'église. Ainsi les aveux politiques ont frayé la voie aux « aveux » judiciaires et en ont été la conséquence inévitable.

Je le répète, ces lignes sont écrites dans les griffes du gouvernement « socialiste » norvégien. Je suis contraint de me borner aux faits les plus importants.

Nous devons mettre plus particulièrement en relief les points suivants :

1^o Il est faux que « tous les 16 accusés » aient reconnu leur crime. Il n'y avait pas 16 accusés ayant participé à un crime d'une même nature, ou tout au moins suspects d'un même crime. En effet, les 16 hommes assis au banc des accusés furent choisis minutieusement parmi plusieurs centaines, plusieurs milliers de « candidats ». On ne fit comparaitre tout d'abord devant le tribunal que ceux qui prouvaient leur aptitude à remplir publiquement le rôle qui leur était confié (voir à ce sujet le Livre Rouge).

Lire la suite page 4.

A bas le compromis A bas le Blocus!

Qui fait le jeu de Franco en Espagne?

Lire l'article en page 2

LA PRESSE QUI MENT ET QUI TUE

L'Huma nous prête ses propres crimes - Comment la Pravda fait avouer Trotsky

Le démenti d'Oslo est devenu un faux hitlérien !

LES TROTSKISTES SUÉDOIS CONTRE L'ESPAGNE

L'Humanité écrit :

Les trotskistes suédois contre l'Espagne républicaine.

Stockholm, 26 janvier. — Le parti trotskiste Kilbom et sa jeunesse, déploient, depuis quelque temps, une activité criminelle et font une campagne contre l'envoi de volontaires pour l'Espagne républicaine.

Les trotskistes menacent leurs membres d'exclusion s'ils se décident à se rendre en Espagne. Voilà à quoi aboutissent les manœuvres fascistes des trotskistes.

Tout d'abord, Kilbom — le Parti socialiste suédois — n'a rien à voir avec le trotskisme.

En outre l'Huma nous attribue ses propres crimes. C'est le Parti communiste et l'U.R.S.S. qui se sont associés à l'initiative Blum-Eden de blocus et de médiation, et votés le blocus.

LES MOTS D'ORDRE DES TROTSKISTES FRANÇAIS SONT DICTÉS PAR BERLIN

La « Pravda » du 4 février 1937, a publié sous le titre « Le venimeux serpent » un article de son correspondant parisien, N. Majorski, qui passe en revue et commente des extraits de la « Lutte Ouvrière ». Le passage suivant de cet article est particulièrement caractéristique :

« Il faut développer la guerre civile, ce mot d'ordre des trotskistes français est visiblement dicté par Berlin, pour autant que le fascisme allemand fait son possible pour que la guerre civile éclate en France, pour que la capacité de résistance de la France soit affaiblie, pour que soient créées les conditions les plus favorables pour l'irruption des armées hitlériennes en France. »

Ainsi, comme le faisaient les bourgeois et socialpatriotes pour Lénine et les bolcheviks, se trouvent

par le stalinisme la lutte révolutionnaire et l'espionnage au profit de l'étranger.

Celui qui a dit « Il faut transformer la guerre impérialiste en guerre civile » était certainement un agent du Kaiser. C'est ainsi que le stalinisme renforce et reprend les calomnies les plus réactionnaires et fait le jeu du fascisme.

LA PRESSE SOVIÉTIQUE S'APPUIE SUR LES JOURNAUX IMPÉRIALISTES.

La presse soviétique n'a cessé de donner pendant et après le procès des revues de la presse étrangère et concernant celui-ci, en citant aussi bien les commentaires favorables que les opinions défavorables. Un long article a été consacré notamment aux commentaires de la presse française (« Pravda », du 2 février). Dans cet article, la « Pravda » cite avec satisfaction le « Temps » et l'« Echo de Paris », en rapportant les titres de ce dernier favorables à la thèse de Moscou. En ce qui concerne la presse radicale, la « Pravda » écrit :

« Une partie de la presse radicale, comme par exemple l'« Œuvre », s'est tout d'abord laissée influencer par les opinions fascistes et a commencé par exprimer des doutes sur le caractère « volontaire des aveux des accusés ». Un autre organe radical, l'« Œuvre Nouvelle », lié à Herriot, a pris une position réaliste... Et la « Pravda » cite longuement des extraits d'un article en première page de l'« Œuvre Nouvelle » (L'U.R.S.S. défend avec pleine raison sa sécurité). »

Notons que par la suite, la presse de Moscou a cité plusieurs fois les divers articles de l'« Œuvre » défendant la légitimité du procès.

Dans son article du 2 février, la « Pravda » passe ensuite au « Populaire » et écrit :

« L'organe central du P.S. français, le « Populaire », n'a pas montré l'honnêteté politique élémentaire manifestée par l'organe du parti radical devant la force de faits indiscutables. »

Et l'organe du P. C. de l'U.R.S.S., cite un extrait de l'article de Séverac, le commentant en ces termes :

« Cette attitude de la direction du Parti Socialiste français avait ses raisons spécifiques. Le fait est que la poignée des trotskistes existant en France a été liquidée en tant qu'organisation indépendante et est entrée dans le Parti Socialiste. De là, du sein des organisations socialistes, les agents trotskistes, comme Madeleine Paz, mènent en premier lieu une campagne anti-soviétique et de plus cherchant à briser par tous les moyens la collaboration du P. S. avec le P. C. et de scinder le Front Populaire. C'est par ces influences que s'explique l'article de Séverac dans le « Populaire », avec ses accusations contre la justice soviétique et sa glorification des criminels trotskistes. »

Plus loin la « Pravda » ajoute : « Dans ce domaine, le « Populaire » et le « Peuple » n'ont que très peu différé des feuilles pro-hitlériennes, comme le « Matin », la « Victoire » et la « République. »

On ne saurait mieux démentir que la presse stalinienne elle-même, toute de la vraie politique de L.I.C. : appui sur la bourgeoisie impérialiste, utilisation indirecte de la presse fasciste hitlérienne (voire utilisation de l'agence d'Hitler et de ses « démentis ») et diffamation comme prohitlérienne de tout organe qui dans le camp prolétarien ne donne pas la version de la Guépéou.

★ ★

LA « PRAVDA » FAIT AVOUER TROTSKY

« Les aveux cyniques du bandit Trotsky »

Extrait de la « Pravda » du 30 janvier 1937 (Correspondance de New-York) « La lecture de Trotsky dans la presse de Hearst n'est pas une mauvaise voie pour la compréhension du sens du procès. »

« Le fait est que Trotsky a avoué, avec une netteté suffisante, noir sur

blanc, une série des accusations énoncées contre ses complices. »

« Trotsky a avoué que de son point de vue « il existe actuellement une question ukrainienne », opinion partagée comme on sait par la presse de son patron Hearst. A propos des pourparlers avec Hess, il faut constater que Trotsky les passe prudemment sous silence, craignant que s'il les démentait, Hess pourrait le considérer comme un renégat. (La déclaration concernant l'Ukraine a été faite dans une interview donnée à l'Agence télégraphique juive et publiée dans le « New-York American » du 26 janvier.) »

« Trotsky a reconnu également ses liens avec le fascisme allemand, pour autant qu'il soutient entièrement les considérations de la presse berlinoise concernant l'existence d'un antisémitisme en U.R.S.S. »

« Trotsky reconnaît que lui et ses agents mîsèrent sur une guerre contre l'U.R.S.S., car il vient de donner officiellement à ses partisans au Mexique le mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre anti-soviétique. »

« Trotsky a avoué que Sedov a rencontré Piatakov à Berlin, bien qu'il affirme que « ils se sont vu, mais n'ont pas conversé ». (Presse de Hearst du 25 janvier.) »

Trotsky a nettement reconnu que Mdivani est un de ses agents. Il a pris sous sa protection, tenant compte de sa basse intervention contre Staline et Ordjonikidzé. Trotsky a en fait avoué que les accidents de chemin de fer et le sabotage dans les usines constituaient une partie du plan de diversion, car il déclare : « Ces faits devaient stimuler le mécontentement des masses ». (Presse de Hearst du 27 janvier.) Par la même occasion, se moquant littéralement de ses victimes et calomniant les meilleurs hommes de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., Trotsky attribue les catastrophes au « travail des stakhanovistes, ingénieurs et ouvriers. »

« Jouissant de la liberté et utilisant

les services de la « presse indépendante, honnête libre » (caractéristique littéraire des journaux de Hearst et d'autres journaux réactionnaires donnée par Trotsky), Trotsky donne des témoignages complétant ceux de sa bande de Moscou. »

« La concorde des témoignages de Moscou avec ceux donnés au Mexique ne pouvait pas ne pas impressionner la presse américaine, qui commence à reconnaître la vérité telle qu'elle est apparue au procès. »

Cette information (sic) explique d'une manière ultra élogieuse toute la question des aveux. Il faut des aveux à l'Inquisition stalinienne. C'est pourquoi, sans contrôle, sans frein, elle fait et va jusqu'à dire « Trotsky aussi a avoué. »

Il n'est pas besoin de dire que tous ses articles contiennent les réfutations les plus écrasantes.

Mais par ces « informations », le stalinisme juge toute son ignoble traque-comédie de Moscou !

LA PRESSE SOVIÉTIQUE ET LE DÉMENTI NORVÉGIEN CONCERNANT LE VOYAGE DE PIATAKOV

Extrait de la « Pravda » du 30 janvier 1937 : Correspondance de Berlin.

« La presse fasciste a essayé de passer sous silence le procès du centre trotskyste anti-soviétique, de défendre et de blanchir les espions et les saboteurs trotskistes, de détourner l'attention du procès par des inventions sans frein, absurdes et mensongères sur l'Union Soviétique. A la fin du procès elle décida enfin de recourir à des « démentis ». »

La presse allemande a choisi pour s'y accrocher un fait mais très important. Il s'agit du voyage de Piatakov de Berlin à Oslo... Le « démenti » est publié aujourd'hui (29 janvier) par la plupart des journaux allemands, sous l'aspect d'une dépêche de l'agence officielle allemande d'information à Os-

lo. Nous citons le texte entier de ce télégramme (d'après la « Berliner Botsenzeitung ») :

« Suit le télégramme dont voici l'essentiel :

« Ensuite, les organes norvégiens des communications aériennes se sont également préoccupés de cette question. Sur la base des recherches très soignées qui ont été entreprises immédiatement sur l'initiative du gouvernement, il a été établi avec précision qu'aucun avion allemand n'a atterri en Norvège en décembre 1936. »

« Ainsi, ajoute la « Pravda », dans le « démenti » officiel ou semi-officiel, en trois endroits, il est question de 1936, alors qu'au procès il a été établi que le voyage de Piatakov de Berlin à Oslo a eu lieu en 1935. Qu'est-ce ? Une « erreur d'impression » ? Evidemment non. D'après le sens précis et clair du « démenti » on voit qu'il ne s'agit pas d'une erreur d'impression, mais d'une tentative nouvelle d'abuser le lecteur, de créer chez lui l'impression que les accusations élevées contre les espions trotskistes et leurs patrons n sont pas fondées. »

Tout lecteur tant soi peu clairvoyant saisit la canaillerie indépassable du démenti officiel publié par tous les journaux du monde sauf les stalinistes porte bien sur décembre 1935 et non sur décembre 1936.

Mais la « Pravda » s'appuya sur l'erreur du journal fasciste (est-ce bien une erreur volontaire, ou ne fait-elle pas partie des services réciproques que Guépéou et Gestapo se rendent contre la IV^e Internationale ?) pour interpréter avec le cynisme maximum un démenti réel et qui frappe en plein cœur l'accusation.

Par là même elle reconnaît l'importance de l'effondrement sous l'effet de ce démenti du point principal de l'accusation qui signifie ceci : le complot Trotsky-Piatakov, n'a existé que dans l'imagination de la Guépéou ! Nous avons fusillé Piatakov pour de faux aveux !

Défendons la Révolution espagnole

A bas le blocus ! A bas le compromis !

Malaga, le grand port contrôlé par les stalinistes, vient d'être enlevé par les bandes de la brute de Llano. Madrid est l'objet d'une pression, et il semble bien que la route de Valence ait été coupée. Il s'agit d'un recul militaire du camp antifasciste !

Les causes : 1) Le blocus Blum-Eden-Staline sur les volontaires. Leur politique dite de compromis et de médiation. 2) La politique démocratique bourgeoise impuissante. C'est ainsi que l'organe de la C.N.T. de Madrid *Castille Libre* en arrive à écrire après les discours capitulards et bourgeois de Azana et de Caballero, que pour la démocratie capitaliste « ça ne vaut pas la peine de jouer sa vie ». »

Ainsi se trouve traduite à la manière anarchiste, une des causes les plus fondamentales du recul. Oui le crime des stalinistes et des démocrates qui consiste à démolir les masses ouvrières, en les obligeant à rester dans les cadres de la pourriture parlementaire, est le crime politique essentiel qui poignarde dans le dos les héroïques milices.

C'est vrai, on ne se bat avec foi pour la cause de la bourgeoisie ! Mais ce n'est pas une raison, pour ne pas se battre. Il faut utiliser les armes données par les stalinistes et les démocrates, pour lutter, en même temps contre Franco, et pour la révolution socialiste.

En Catalogne la crise politique et économique s'approfondit avec le stalinisme à l'avant-garde de la contre-révolution.

Il y a des queues constantes devant les boulangeries, encadrées par de puissants services d'ordre de gardes d'assaut. Le gouvernement Taradella-Comorera, dispose de 40 mille gardes d'assaut, qui sont utilisés à l'arrière. On continue à désarmer les miliciens. Au front les stalinistes continuent leur chantage cynique : « Nous ne vous donnerons des armes de l'U.R.S.S. que si vous nous donnez le contrôle absolu des opérations pour pouvoir exterminer les trotskistes et anarchistes de gauche ». Les stalinistes montent des provocations contre les comités. Pour pouvoir faire dissoudre (ce qui est fait) le comité central de l'alimentation, ils organisent une manifestation de femmes stali-

niennes contre les comités (synonyme de Soviets en Catalogne!).

La boulangerie est organisée en comités qui s'efforcent de leur mieux de parer à la crise, mais comme le monopole du commerce extérieur n'existe pas, c'est la spéculation, aidée par le gouvernement qui l'emporte.

Comorera le ministre stalinien, lutte contre les syndicats. Par dessus les syndicats, il s'est adressé aux capitalistes du Levant pour avoir du blé. La C.N.T. a dû menacer de boycotter l'exécution de cette décision. Pour enlever toutes les ressources aux syndicats, le gouvernement a décidé de suspendre le paiement des loyers qui allaient dans les caisses syndicales. La C. N.T. demande le boycott de cette décision, et montrer que le gouvernement dirigé par les bourgeois et les stalinistes n'a rien de commun avec la révolution. Toute l'activité publique du P.S.U.C., consiste à expliquer que les « trotskistes » qui sont les miliciens les plus courageux sont des agents de Franco.

Ainsi par des mesures réactionnaires dans l'économie, par une politique bourgeoise, par la calomnie, la division chez les combattants, on sème la démoralisation. Le stalinisme est le saboteur de la révolution espagnole. En ce sens ils font le jeu de Franco.

Camarades ouvriers de France ! Il faut réagir avec la plus grande vigueur ! Le sort de la révolution espagnole est entre vos mains. Le Comité pour l'Espagne libre ne veut malheureusement pas manifester dans la rue contre le blocus, sous prétexte que nous serions trop peu ! Eh bien non ! Malgré le refus des stalinistes et des réformistes qui se sont associés, et ont voté pour l'initiative Blum-Eden de blocus des volontaires, et aussi (ne l'oublions pas !) de compromis, il faut manifester dans la rue contre le blocus.

Nous renouvelons notre proposition aux camarades anarchistes, aux camarades des J.S., aux camarades des J.E.U.N.E.S.

M. Thorez est allé en Espagne insulter les révolutionnaires, tendre la main aux curés, préparer le compromis sur le dos des ouvriers.

A bas le compromis ! A bas le blocus ! Vive la révolution espagnole !

DANS LES COLONIES

Amnistie totale aux Indochinois

Le Gouvernement de Front populaire a promis aux coloniaux l'amnistie totale. Depuis, on a donné quelques grâces amnistiantes seulement, mais il a fait arrêter et condamner des centaines de camarades indochinois : les condamnations des bolchevistes-léninistes indochinois, les arrestations de Tao-Thân-Ninh, les condamnations de Nguyen-van-Tiep, Nguyen-van-Xuyen pour avoir propagé les idées anti-impérialistes et des centaines d'ouvriers ayant participé dans les comités d'action et des grèves, les emprisonnements de nouveau des cinq anciens prisonniers politiques de Moutet, les expulsions des journalistes Diép-van-Ky, Bui-thé-My de Saigon en Annam, les suppressions des journaux de langue indigène Khoe, Viet-Nam, etc... Et dernièrement 17 déportés en Guyane parmi les 700 sont libérés dont 3 sont « morts » en cours de route. Voici la lettre ouverte à M. Moutet, par le Comité régional du Rassemblement du Front populaire indochinois de Marseille pour l'insertion dans *La Lutte ouvrière* :

« Le Comité Régional du Rassemblement du Front populaire Indochinois de Marseille, a pu recevoir un certain nombre de nos compatriotes et camarades venus de la Guyane où ils purgeaient de lourdes peines depuis plusieurs années. Grâciés par le Gouvernement Blum, ils racontent en Indochine. Ces camarades nous ont fait le récit de leurs horribles souffrances au bagne français. Surveillance exercée par des tirailleurs sénégalais brutaux, disciplinés jusqu'à l'aveuglement et prévenus contre eux ; nourriture insuffisante et vraiment infecte (viande et légumes pourris) ; usage de bâtons et de toutes sortes de châtimens corporels très cruels ; indifférence méprisante des fonctionnaires français qui étouffent toute plainte. Aussi épidémie et suicides (les uns se jetaient à l'eau, d'autres se pendaient) — Et qu'attend-on pour libérer ceux de nos camarades (700 environ) demeurés en terre de Guyane ? Va-t-on les grâcier au compte-gouttes et attendre que la tuberculose, la dysenterie et les mauvais traitements les aient décimés. »

Les 14 détenus politiques avec lesquels nous nous sommes entretenus ont insisté pour que vous veuillez bien examiner le plus tôt possible les revendications suivantes qui répondent aux vœux profonds des travailleurs indochinois.

a) Amnistie totale et immédiate ;

b) Libertés pour la Presse ouvrière indochinoise ;

c) Droits électoraux aux indigènes ;

d) Libertés d'organisations, de réunions de propagande pour les travailleurs indochinois.

Travailleurs, soutenez les revendications par l'action directe contre la bourgeoisie française, votre ennemi commun.

Malaga aux fascistes, et Madrid à nouveau menacé !

A bas le compromis ! A bas le blocus !

Défendons par l'action directe la révolution espagnole !

Nos Réunions

Mardi dernier notre rayon du P.O.I. avait organisé une réunion de quartier sur le procès de Moscou. Devant les travailleurs réunis tour à tour Naville et Fred Zeller démasquèrent l'odieuse procès de Moscou et accusèrent la bureaucratie stalinienne d'avoir assassiné les compagnons de Lénine et trahi la révolution d'octobre.

A l'unanimité moins une voix l'ordre du jour résumant les exposés des orateurs est voté.

Ordre du jour voté à l'unanimité dans une réunion publique du P.O.I. contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine.

à Colombes

Cette semaine notre rayon du P.O.I. avait convoqué les travailleurs de Colombes pour exposer dans ses détails l'odieuse procès de Moscou et dénoncer la trahison de Staline.

Devant une bonne salle, tour à tour Fred Zeller et Rousset firent l'histoire des divergences survenues dans l'Internationale Communiste et démontrèrent les scandaleuses accusations de Cachin et Vaillant-Couturier.

Aucun contradictoire ne se présenta pour réfuter nos arguments et notre ordre du jour condamnant la comédie de Moscou, saluant les miliciens espagnols et Léon Trotsky, fut adopté à l'unanimité moins 4 voix.

Les travailleurs lyonnais condamnent le Procès de Moscou

façon indiscutable par des faits prouvés aujourd'hui d'une façon précise. Tous les fameux attentats reprochés n'ont jamais eu même un commencement d'exécution. Ses accusations de sabotage ou d'organisation d'accidents de chemin de fer sont grotesques ; en France on arrête la garde-barrière et en U.R.S.S. on arrête les trotskistes. Les aveux ne signifient rien du moment que leur contenu est démontré faux ; ils ont été retorcqués par la contrainte morale à des hommes sous par une vie de lutte et de déceptions. Il faut se dresser contre le troisième procès, car d'autres hommes condamnés d'avance attendent que le réveil des travailleurs du monde vienne avant qu'il ne soit trop tard sauver de l'assassinat ce qui reste de l'avant-garde de la génération d'octobre.

Emery, au nom de la ligue des droits de l'homme demande aux hommes conscients de se dresser contre ce défi barbare à la civilisation. Il fait un rapprochement avec la révolution de 1789 où pour discrediter Ropespierre et ses amis il fallut les accuser d'être des agents de Pitt et de l'Angleterre. Une révolution n'est pas viable sans liberté de critique et de pensée et les travailleurs doivent l'exiger.

Après ces exposés hachés littéralement d'ovations et d'applaudissements l'ordre du jour suivant est voté à l'unanimité dans l'enthousiasme :

« Les travailleurs lyonnais réunis à l'appel du comité pour l'enquête sur les deux procès de Moscou réunis au nombre de 1.200 après avoir entendu les camarades Savorel de l'union anarchiste, Colliard du P.O.I., Philip député du Rhône, Emery de la ligue des droits de l'homme, Gérard Rosenthal avocat de Léon Trotsky, »

« S'élèvent contre les deux procès monstrueux dirigés contre les anciens révolutionnaires de la révolution d'Octobre et contre Léon Trotsky, compagnon de Lénine, »

« S'élèvent contre la chaîne sans fin de procès sanglants faits sans garantie de la défense, conduits par des aveux mensongers démentis par les faits, »

« Protestent contre les calomnies lancées contre des révolutionnaires sans aucune preuve établie, »

LE CONSEIL DE TROTSKI :

« La Guépéou veut assassiner à Paris mon fils devenu l'ennemi public n. 1 : Léon Sedoff. »

« Travailleurs suivez le conseil de Trotsky : Soyez vigilants ! »

« Et demandent qu'une commission d'enquête soit organisée pour aller sur place en U.R.S.S. découvrir la vérité sur les deux procès de Moscou. »

La débandade staliniste au Mexique !

La presse du Komintern avait exalté un attentat fasciste !

Nos camarades mexicains, ont réussi à rassembler des milliers de travailleurs révolutionnaires pour la défense de Léon Trotsky, tandis que les stalinistes réunissaient péniblement un public petit bourgeois.

Les stalinistes excitèrent les dockers de Vera-Cruz à abattre Trotsky et ils créèrent des milices anti-trotskistes ! (sic).

Le résultat fut un attentat contre notre camarade Diego Rivera, le fameux peintre révolutionnaire, attentat dont toute la presse stalinienne s'est glorifiée, en exprimant « la colère du peuple » contre le trotskysme. Ce que nous venons d'apprendre c'est que cet attentat a été le fait de fascistes authentiques, 4 pistoleros, du secrétariat de l'agriculture. Ainsi MM. les stalinistes de l'Humanité ont glorifié l'acte de quatre terroristes fascistes ! De même qu'en Norvège, elle s'est appuyée sur le journal fasciste, de même que la Pravda trouve d'opportuns trinquages de communiqués dans la presse d'Hitler.

La tentative des stalinistes a été un fiasco complet.

Non seulement le syndicat du bâtiment, le parti et la jeunesse socialistes, les anarchistes, tous les syndicats révolutionnaires adhérents au Comité mexicain pour le droit d'asile pour Trotsky, mais le syndicat (C.T.M.) influencé par les stalinistes dut affirmer son attachement au droit d'asile et affirmer simplement que Trotsky était trop révolutionnaire. Pas un mot de la Gestapo ou du terrorisme !

Le fils de Trotsky, Serge Sedoff, jeune et grand savant soviétique, qui n'a jamais fait de politique, a été arrêté parce qu'il est le fils de Léon Trotsky.

Il est torturé. On veut lui arracher des aveux.

NE PAS S'ÉLEVER CONTRE CE CRIME, EST UN CRIME ! EXIGEZ LA LIBÉRATION DE SERGE SEDOFF !

La bureaucratie staliniste en échec au Congrès de l'U. D. de la Seine

Malgré les réformistes et les stalinistes, les Travailleurs feront de la C. G. T., l'arme puissante de lutte contre la bourgeoisie !

Dans nos syndicats, le congrès de l'Union s'annonçait comme devant être animé. Depuis le congrès d'unité, nous sommes passés de 200.000 à plus d'un million. Ce premier congrès normal semblait par conséquent revêtir beaucoup d'intérêt.

On faisait bien courir certain bruit selon lequel les stalinistes (Hénaff et autres) avaient l'intention de faire décider l'exclusion des « trotskystes », ces méchants agitateurs...

Mais voyons, d'après les rapports, ce qu'il en a été.

La commission administrative de l'Union a présenté deux rapports essentiels : le rapport d'activité et celui sur les tâches, suivis d'un rapport proposant des modifications aux statuts.

Le rapport d'activité

C'est Henri Raynaud qui, au congrès, développe le rapport d'activité. Court rappel des événements survenus depuis le congrès d'unité. Année de luttes ouvrières ardues, larges, massives, année de occupations d'usine, de victoires grévistes. Mais « battu par l'offensive générale et brutale de la classe ouvrière en juin et juillet, obligé de signer des conventions collectives, le grand patronat s'est ressaisi ». En août et septembre déjà le patronat s'organise, amorce sa contre-offensive de classe.

« Et l'offensive, dès le 1^{er} octobre, ne tarde pas à se manifester. »

« La base essentielle est fournie par la dévaluation légalisée par la loi de finances du 1^{er} octobre 1936. « La dévaluation amenant fatalement l'augmentation du coût de la vie, le développement nouveau et progressif de la vie chère fournissent immédiatement au patronat la base de son offensive » dit le rapport d'activité (n° 165 du Travailleur Parisien, bulletin trimestriel de l'U.D.).

Ainsi c'est le gouvernement de Front populaire qui a fourni la base essentielle de la contre-offensive patronale...

Cependant, Henri Raynaud engage l'U.D. à maintenir son alliance au Front populaire dont l'application de sa politique a conduit à la dévaluation.

L'annexe au rapport d'activité, que la place réduite nous oblige à résumer succinctement, indique que dans les cinq derniers mois de 1936, l'Union a délivré 3.112.435 timbres aux trente fédérations de la C.G.T. Quelle force !

Le rapport sur les tâches

Hénaff expose le rapport sur les tâches. Il indique que l'U.D. doit faire sien ce mot d'ordre : *Tout pour le Front populaire et par le Front populaire*, en l'attribuant à la C.G.T. Il passe sous silence une partie importante d'un chapitre intitulé « Regard sur l'avenir ». Nous y reviendrons dans la discussion.

Il parle ensuite de différentes revendications, du soutien de la Révolution espagnole, sans noter, évidemment, que le vote sur l'interdiction de l'envoi de volontaires en Espagne, fut unanime à la Chambre des députés, en guise de soutien. Passons.

Méthodes de lutte. Le rapport écrit, note que :

« L'Union des syndicats a le souci d'établir les responsabilités et de tout faire pour que, dans la paix sociale, dans l'observation des lois sociales votées, soient résolus les conflits et mis fin à une agitation de grève et d'occupation qui ne saurait se prolonger sans danger ».

C'est clair : remplacement de la lutte de classes par la conciliation des classes, exploiteuse et exploitée. C'est évidemment une politique, mais pas celle qui correspond à nos intérêts de salariés.

Mais, voilà, la fameuse cohésion du Front populaire exige que nous fermions nos gueules.

Avis aux « impatients »...

La discussion sur les rapports

De nombreuses interventions. Le premier jour est relativement calme. La discussion s'anime à la deuxième journée du congrès. Quelques délégués font entendre la voix de la base ouvrière et chacune des interventions des délégués, autres que les bureaucrates, est une attaque contre l'arbitrage, attaque dans le fait même de la volonté de lutte contre le patronat affameur des travailleurs.

Le gros incident vient. Hénaff a cru l'éviter en ne parlant pas, au cours de son exposé, de ce passage inclus dans son rapport écrit :

« En U. R. S. S., son avant-garde (celle du fascisme, n.d.l.r.) est démasquée et liquidée. »

« En réponse aux accusations mensongères, les ouvriers et les paysans russes constituant un bloc avec leur gouvernement, viennent de se donner la Constitution la plus démocratique du monde, permettant ainsi au mouvement syndical d'accomplir sa tâche bienfaisante. »

Mais ces phrases ne pouvaient passer inaperçues. C'est la houle dans le congrès, sifflets et applaudissements s'entremêlent lorsque Delsol (Gaz de banlieue) et Charbit (C.A. sortante) dénoncent l'ignominie des procès de Moscou et font un exposé des différenciations formidables des salaires en U.R.S.S. Les stalinistes ne sont pas contents. Mais il ne sont plus dans la C.G.T.U. où ils faisaient la loi à leur guise et où ils excluaient à tour de bras ceux qui osaient ne pas être d'accord avec la politique du P. C.

Le million de syndiqués de la R. P. ne se laisseront pas domestiquer par les stalinistes. Ils préfèrent pouvoir dire ce qu'ils pensent dans leur syndicat et aussi à l'Union.

Leur chahut au congrès n'a pas empêché les militants de s'exprimer à la tribune, nous parlons de ceux à qui le bureau du congrès, a bien voulu accorder la parole, car tous ceux qui l'avaient demandée n'ont pu s'exprimer, surtout les délégués de syndicats en désaccord avec la politique de l'U. D. La démocratie syndicale régnait, quand les dirigeants donnent leur autorisation.

Notons que l'intervention du représentant des syndicats de Moscou fut consacrée tout du long à de violentes attaques contre les « trotskystes ». Quelques sifflets accueillent cette péroraison, que de nombreux délégués trouvèrent déplacée. Mais la haine anti-trotskyste fait oublier à ces messieurs, les revendications ouvrières...

Et pour obtenir un vote d'unanimité, Hénaff fut contraint de retirer le passage sur l'U.R.S.S. cité plus haut.

Mais quel vote d'unanimité ! C'était samedi soir en fin de séance. Tous les délégués se levaient, beaucoup étaient déjà sortis de la salle. Qui est pour l'adoption des rapports ? A l'unanimité. C'est enlevé. On ne demanda même pas les voix contre. Pourtant il y en avait. Escamotage d'un vote. Démocratie.

Laissons, pour aujourd'hui, la discussion des statuts.

Il suffit de noter, pour terminer ce bref compte rendu, bien incomplet d'ailleurs, que les rapports d'activité et sur les tâches furent mis parcimonieusement à la disposition des syndicats. 15 rapports pour un syndicat de 30.000 syndiqués !

Demandons aux secrétaires de sections syndicales de dire s'ils ont seulement lu ces rapports. Ils répondront qu'ils n'en ont pas eu connaissance. C'est comme ça qu'on peut s'exprimer dans un congrès au nom des syndiqués, alors que même les responsables d'usines et d'entreprises ne se sont pas prononcés.

Nous autres syndiqués, nous n'avons pas besoin de discuter. La démocratie de nos dirigeants ne vient pas jusqu'à nous.

Nos luttes contre les patrons leur montreront que nous sommes capables de nous diriger nous-mêmes.

Leur vote d'approbation de l'arbitrage obligatoire pour la paix sociale, sera balayé comme fétu de paille.

A condition de ne pas se laisser bernier par ces congrès où les syndiqués n'ont pas eu voix au chapitre.

Le syndiqué révolutionnaire.

A propos du manifeste de défense du syndicalisme lutte de classe

Dans un précédent numéro de *La Lutte Ouvrière*, nous avons annoncé la publication prochaine du manifeste précité. Les événements actuels et le format réduit de notre journal nous obligent à remettre pour plus tard cette publication.

Ainsi qu'un compte rendu d'une assemblée d'information récente des signataires du manifeste.

Nos camarades comprendront et excuseront ce retard.

L'arbitrage à la suite des grèves du Nord

Pour le bassin de la Sambre, la Fédération des Métaux avait désigné comme arbitre le maire « communiste » de Drancy, Berrard, qui, par ailleurs, est conseiller prud'homme, section métaux. La fédération des techniciens a choisi le même arbitre.

La sentence arbitrale vient d'être rendue, une douzaine de sanctions sont prononcées, dont l'une contre un membre du syndicat des techniciens, le caramand Depecher, ingénieur à Hautmont, est de 4 mois de mise à pied et un délestage. Cette sentence est précédée de considérants tels qu'elle apparaît comme une grande conciliation de la part des patrons. Ainsi on voit un membre du parti de Staline accuser des militants syndicalistes et les condamner comme tels, les patrons sont décidément bien servis.

Ils cherchent à monter des syndicats professionnels en commençant par les éléments les plus perméables, les employés et techniciens qui s'orientent vers le mouvement ouvrier, pour les freiner un arbitre stalinien les condamne pour avoir participé au mouvement. Que faire ? Notre parti montre la voie. L'arbitrage obligatoire est une trahison, disons-nous, quelle belle démonstration !

La Réunion des Secrétaires des Métaux du 4 février

Une forte proportion des métallurgistes se prononce contre l'arbitrage obligatoire et le compromis imposé par le patronat.

Les responsables métallistes étaient venus nombreux à la Grange-aux-Belles. Mais ce n'était plus l'unanimité de façade derrière les propositions des dirigeants.

L'assemblée était houleuse, car on savait qu'il s'agissait encore une fois d'examiner la proposition patronale d'accepter une « augmentation » de 5 %.

Malgré la pression de la direction du syndicat, nombreux étaient ceux qui voulaient refuser. Depuis des semaines, l'ensemble des usines lutte pour les 15 %. Les dirigeants eux-mêmes ont fait semblant d'être d'accord avec ce mot d'ordre...

Etait-ce pas pour mieux enrayer cette lutte ?

Les délégués de Liore-Olivier intervinrent pour exiger que soit maintenu le minimum de 15 %, en proposant s'il le fallait d'aller jusqu'à la grève.

Ceux de la Stérolite se prononcèrent vigoureusement contre l'arbitrage, en tant qu'arbitrage.

Toute une série d'autres copains ont posé le mot d'ordre de grève avec occupation des usines, pour faire aboutir les 15 %.

Les délégués ouvriers ont pu s'exprimer 45 minutes, et c'est déjà un progrès pour la démocratie ouvrière qu'il faut imposer dans nos syndicats.

Mais après eux Hénaff, Timbaud, Doury, Croizat occupèrent la tribune pour expliquer qu'on devait accepter les 7 % proposés par les patrons, sous prétexte de ne pas gêner le gouvernement du Front populaire.

Seul eux, il ne faut pas « effrayer l'opinion publique en récusant l'arbitrage au moment où les patrons l'acceptent. »

Timbaud s'exprima au milieu du tumulte, et cependant la direction finit par l'emporter. Elle proposa d'accepter l'arbitrage de 8,5 % avec la perspective d'une nouvelle demande d'augmentation de 10 % pour mars. Il y eut plus de 20 voix contre cette proposition, et une trentaine d'abstentions.

Un groupe de délégués.

NOTE DE LA REDACTION

L'abondance des articles sur le Procès de Moscou (comptes-rendus, articles de Léon Trotsky) nous oblige à reporter nos rubriques habituelles (vie du parti, convocations). Nous ne le faisons qu'à titre exceptionnel.

Aidez la «Lutte», pour qu'elle puisse avoir bientôt un grand format, et toutes les rubriques pourront fonctionner à plein.

N'attendez pas les sollicitations pour souscrire régulièrement, faire en masse des abonnés à 5 FRANCS !

Les Ouvriers empêcheront le sabotage de l'élection des délégués

En juin, par une lutte de classe d'envergure, les travailleurs ont imposé au patronat la reconnaissance des délégués d'usine.

Or, depuis juin les patrons s'organisent en syndicats puissants qui coordonnent leur action et la renforcent sur un large front de classe. La hausse continue et systématique des prix est un des effets les plus sensibles au peuple travailleur de cette politique patronale.

Mais, dans les usines, les entreprises, les patrons ne parviennent pas à renforcer les syndicats professionnels à leur service.

Aussi les syndicats patronaux font toutes les manœuvres pour diviser les ouvriers. Ils s'efforcent maintenant d'introduire un mode d'élection des délégués comme suit : chaque catégorie d'ouvriers élirait son délégué qui ne serait responsable que devant sa catégorie. Il y aurait le délégué des fraiseurs, celui des tourneurs, etc...

Dès maintenant, les ouvriers et techniciens doivent se préparer à déjouer cette nouvelle manœuvre patronale qui se fait jour dans l'Usine, organe patronal.

Les délégués doivent être élus par tout le personnel et chacun d'eux être responsable devant tout le personnel.

Nous reviendrons sur cette question importante dans notre prochain numéro.

M. P. V.-C. n'a pas son compte !

A la veille du verdict qui a prononcé 13 assassins, P. V.-C. écrivait : « Dix-sept hommes sont devant la mort » sous le titre « Châtiment mérité ».

Ainsi le laquais s'imaginait qu'il y aurait 17 morts. Mais le maître avait décidé 13.

Radek, Sokolnikov seront utilisés pour assassiner Boukharine, Rakowski, Rykov...

Mais le laquais est satisfait à défaut de la hyène...

12 Février !

L'Humanité du 12 février est tellement absorbée par la lutte contre le trotskysme qu'elle oublie de rappeler l'anniversaire du 12 février et du Schutzbund à Vienne.

Le 12 février le prolétariat a-t-il fait reculer le fascisme par la grève générale ou par la politique de la «réconciliation française» ? Fallait-il pratiquer la politique du «social-fascisme», chère à Thorez-Duclos, ou la politique de l'alliance ouvrière du front unique d'organisation des trotskystes ?

Les milices armées de socialiste Vienne qui ont donné le signal de la résistance mondiale au fascisme, étaient-elles des organisations «factieuses» et composées de «provocateurs» ?

SOUSCRIVEZ !

LES 10.000

Total précédent	1.828 50
Team sympathisant 17°	10 »
Croizat	100 »
Un groupe symp. du 20°	47 »
Albert	10 »
M. et M. (11°)	30 »
Clair	30 »
Souscript. de symp. 20°	85 »
X... (19°)	100 »
Souscription 14°	40 »
Engiral	10 »
Albert	18 »
Quelques camarades des P. T. T. de Marseille	30 »
Total général	1.838 50

La Politique Syndicale A L'ACTION POUR les 15 pour 100

Unanimentement les ouvriers et techniciens de chez Hotchkiss ont lancé le mot d'ordre : « Nos 15 % En prison les spéculateurs ! »

L'augmentation de 15 % des salaires, déjà au-dessous de l'augmentation réelle du coût de la vie, est menacée d'être considérablement réduite.

Les spéculateurs et profiteurs capitalistes de tous ordres, continuent à spéculer et à accroître leurs profits. Ils ne sont pas en prison.

Les intérêts et la volonté de combat des travailleurs, clairement exprimés par ceux de chez Hotchkiss, sont déjoués par le patronat.

Mais il y a l'arbitrage dont les bienfaits sont tant vantés par les dirigeants du mouvement syndical et du Front populaire.

Seulement, le professeur Oualid, surarbitre — qui, dit-on est socialiste — désigné d'un commun accord par les patrons et la direction de la C.G.T., a prononcé son arbitrage pour le réajustement des salaires de la métallurgie. Le surarbitre a conclu à une augmentation des salaires de 8,5 %.

Ainsi que nous l'écrivions, à cette même place la semaine dernière, les patrons se feront douce violence pour accorder 10 à 12 %, alors que l'augmentation du coût de la vie aura atteint 25 %. Avec le professeur Oualid, le taux de l'augmentation des salaires n'arrive même pas à 10 %. Dans les faits l'arbitrage sert parfaitement les intérêts patronaux.

Naturellement, les syndicats patronaux, de mieux en mieux organisés pour pressurer la population laborieuse, nous poursuivront de plus belle leur politique de hausse des prix. Les patrons peuvent se permettre de tels agissements, puisqu'en les laisss agir à leur guise.

8,5 %. Voilà ce que le gouvernement Léon Blum, veut accorder aux métallurgistes, et, en réalité, à tous les travailleurs.

Or, ces dernières semaines les discours des secrétaires de la C.G.T. ont annoncé une augmentation du coût de la vie de 20 %.

Voici le livre que tout militant doit connaître :

LÉON DAVIDOVITCH TROTSKY

la vie et l'œuvre du grand révolutionnaire avec en annexe, le testament politique authentique de Lénine.

Une biographie populaire sous couverture illustrée en deux couleurs, de 32 pages, format in-4°

En vente aux Publications Populaires :

1 exemplaire 2 fr. 50
10 exemplaires 20 francs

Les prix du Concours

Levallois : « L'An 1^{er} de la Révolution Russe » de Victor Serge.

La 15^e cellule : « La Maladie infantile du communisme », de Lénine.

Amiens : « La guerre civile en France », de Karl Marx.

Condorcet : « Littérature et Révolution » de Victor Serge.

Montroge : « L'Etat et la Révolution », de Lénine.

Le nombre des journaux vendus pendant le concours ne doit pas être considéré comme un chiffre record, mais doit servir comme point de départ pour la diffusion du journal.

Que les camarades maintiennent leurs efforts en vue du prochain concours.

Avec la décision du surarbitre, les patrons reprennent 11,5 % sur les avantages pécuniaires conquis en juin.

Accepter 8,5 % c'est, en somme, consacrer une première victoire de la contre-offensive patronale qui se manifeste dans tous les domaines de la lutte de classes.

Mais, diront les freineurs de la lutte de classe du prolétariat, le surarbitre accorde des indemnités pour charge de famille, si bien que ce n'est plus 8,5 % mais une augmentation qui s'étale entre 8,5 % et 14,30 %.

Quelle grossière tromperie ! La politique des indemnités pour charges de famille ne peut remplacer les salaires qu'exige normalement tout ouvrier. C'est une politique qui s'implante maintenant parce qu'il « faut repeupler », c'est-à-dire augmenter la chair à canon nécessaire à l'impérialisme français.

Seulement les métallurgistes ne sont pas satisfaits de l'arbitrage Oualid, serait-il même socialiste. Ce qu'ils veulent c'est les 15 % et aussi l'échelle mobile.

D'ailleurs les permanents des métaux de la région parisienne ont pu s'en rendre compte à la réunion des secrétaires des sections syndicales d'entreprises tenue dimanche matin 7 février (soit seulement 300 camarades étaient présents, la convocation ayant été faite trop tard). Ils s'en rendront compte encore mieux le mardi 9.

Les métallurgistes exigent les 15 %, une action énergique contre les spéculateurs de la vie chère, le contrôle effectif de l'embauchage et du débanchage. Ils feront appel à tous les syndicats des autres corporations intéressées au même titre qu'eux au réajustement des salaires.

Et tous les travailleurs se prépareront à l'action de masse, comme en juin, pour briser la contre-offensive patronale et imposer leurs revendications actuelles.

Il n'y a pas un jour à perdre. A bas l'arbitrage obligatoire ! Nos 15 % ! En prison les spéculateurs !

LE HAVRE

on nous écrit

Nous recevons la rectification ci-après :

Nous vous prions de bien vouloir insérer la note suivante dans votre plus prochain numéro :

« Après avoir pris connaissance d'un article paru dans le journal *La Lutte Ouvrière*, au sujet de la résolution des employés de bureau du Havre, contre l'arbitrage obligatoire,

« Le Conseil syndical du Syndicat des employés de bureau du Havre et des environs (C.G.T.), souligne ce qui suit :

« La résolution fut votée par lui en toute indépendance, et se tenant résolument en dehors de toute fraction politique que l'on qu'elle soit ; il n'admet pas qu'en l'assimilant à un groupe ou parti politique de quel nom qu'on le pare.

« Décide de communiquer pour insertion, conformément à la loi sur le droit de réponse la présente mise au point aux deux journaux en cause ».

Le secrétaire.

(Nous insérons cette rectification, d'autant plus volontiers qu'elle met fin aux tentatives d'utilisation par l'aventurier Molinier (journal *La Commune*) d'un mouvement que tous les révolutionnaires doivent soutenir.)

Ordre du Jour

Les travailleurs réunis à l'appel du P.O.I. protestent contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine par le gouvernement de Front populaire qui par ce geste prouve sa volonté de défendre les rapines de l'impérialisme français aux colonies.

Proclament le droit pour les peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes et sont décidés à lutter en commun avec les travailleurs nord-africains pour abattre l'ennemi commun le capitalisme international.

Vers les 10.000

500 francs de souscriptions, nous sont encore parvenus. Ne ralentissez pas votre effort.

Le devoir de chaque abonné est de faire deux autres abonnés à 5 francs.

Le devoir de chaque militant est de trouver autour de lui des abonnés et des souscriptions.

« L'Humanité » déverse chaque matin des tonnes d'insultes sur l'avant-garde ! Nous n'avons que 4 pages par semaines et encore !

Ne te sens-tu pas honteux, camarade qui ne nous a pas encore envoyé ton abonnement de soutien à cinq francs, et ta souscription ?

Compte chèque postal.

Pourquoi et comment ils ont avoué ?

par Léon Trotsky

(Suite de la première page)

2° La Gépéou emploie-t-elle des moyens de pression médico-chimiques ? Je n'en sais rien. Mais une telle hypothèse n'est pas nécessaire. Il suffit de connaître les faits, les personnes, les circonstances, pour comprendre comment les accusés purent être mis dans l'obligation de se passer la corde autour du cou. Parmi les accusés, il n'y avait aucun oppositional ou trotskyste. Tous étaient des capitulards, des gens qui avaient avoué à plusieurs reprises, s'accusant par ces aveux des actes les plus honteux et des instincts les plus bas ; des gens renonçant à toute conception politique, à toute raison de vivre et à toute dignité personnelle (bien entendu je ne parle pas des provocateurs authentiques, perdus dans les griffes de la Gépéou). Durant des années, ces ex-révolutionnaires, démoralisés, moralement brisés, flôtaient entre la vie et la mort. Des narcotiques étaient-ils encore nécessaires ? L'idée même que Rosenmark reprend à son compte) que ces gens-là furent poussés par la soif du pouvoir, est absurde. Ils y avaient renoncé depuis longtemps. L'idée que des gens (qui avaient renié leur programme, leur drapeau, leur dignité personnelle, qui se mortifièrent et se calomnièrent publiquement à maintes reprises), pouvaient espérer arriver au pouvoir par des assassinats politiques, apparaît comme une idiotie politique !

Non, au procès les accusés se sont mentis à eux-mêmes, comme

ils s'étaient menti auparavant par leurs aveux innombrables. La Gépéou a disposé d'assez de temps pour extorquer à ses victimes des « aveux » de plus en plus complets. Aujourd'hui A a reconnu un petit « fait ». Si B ne reconnaît pas la même chose, cela signifie que tous ces aveux et ces humiliations du passé furent « mensonges » (le mot favori de Staline, le chevalier de la « sincérité »). B s'empresse de reconnaître ce que A a reconnu et même un peu plus. Et maintenant c'est à nouveau le tour de C. Pour empêcher des contradictions trop gênantes on leur donne, s'ils le désirent, la possibilité d'élaborer le thème en commun. Si D refuse de s'y associer, il risque de perdre tout espoir de se sauver. Et il surpasse les autres pour prouver sa bonne volonté (relisez les mensonges bégayants et hystériques de Reingold) ! Maintenant tous les autres doivent mettre leurs mensonges sur l'alignement avec celui de E... Le jeu infernal continue. Les accusés sont sous les verrous. La Gépéou n'est pas pressée. La Gépéou a des pistolets Mauser, Jules Romain démontre (dans « Les créateurs », comment il est possible, sans avoir « d'idée » ni de « thème », d'écrire une véritable œuvre poétique, en prenant comme point de départ un jeu de mots. Ainsi agit la Gépéou. Ces messieurs, n'ayant à leur disposition ni faits, ni plan achevé, construisent leur amalgame par le jeu des « aveux ». Si l'un ou l'autre des aveux apparaît gênant dans la suite, on l'omet tout simplement, comme une hypothèse inutile. Ces

« créateurs » sont libres de toute attaque.

De temps à autres ils mettent leur victime en liberté provisoire pour faire renaître de vagues espoirs. A la première occasion les libérés sont arrêtés de nouveau. Ainsi, sans cesse ballottés entre l'espoir et le désespoir ces hommes deviennent peu à peu l'ombre d'eux-mêmes.

Mais ce n'est pas encore la fin. Pour chacun d'entre eux, il existe un moment où ils commencent à résister. Non, il ne peut pas aller si loin dans le reniement de lui-même. Alors la Gépéou fusille les plus obstinés.

Pendant la presse, unanime, continue à hurler contre les « traîtres », les « contre-révolutionnaires », les « agents de l'impérialisme », etc. Les emprisonnés n'ont pas à leur disposition d'autre presse que celle de Staline. Des tortures physiques ? Je ne le crois pas. La torture de la colonne, de l'incertitude et de la terreur ébranle le système nerveux des accusés aussi sûrement que les tortures physiques.

Et il faut ajouter l'allusion incessante aux dangers de guerre. Etes-vous pour la patrie (c'est-à-dire pour Staline), ou contre la patrie ? La Prava appelle même le livre d'André Gide un « témoignage anti-soviétique ». Un étranger d'une

moins renommée eut été traité depuis longtemps déjà d'agent de Hitler. Que dire des oppositionnels soviétiques ? Gide démontre, comment on lui a extorqué au télégraphe des louanges pour Staline et comment l'écrivain célèbre a été réduit à l'impuissance et... à la capitulation. Que dire alors des méthodes de la Gépéou ? Etes-vous pour l'U.R.S.S. (c'est-à-dire pour Staline) ou contre l'U.R.S.S. ? Vous vous êtes repenti, naturellement depuis longtemps, vous n'êtes pas dangereux pour nous, vous le savez bien vous-même, nous ne vous voulons pas de mal. Mais Trotsky continue à l'extérieur son travail nuisible. Il continue son travail de sape contre l'U.R.S.S. (entendez contre la toute-puissance de la bureaucratie). Son influence s'accroît, il faut une fois pour toutes discréditer Trotsky. Alors votre question se résoud d'elle-même. Si vous êtes pour l'U.R.S.S., vous nous aiderez. Sinon, nous vous reprenons à nos mensonges. En vue de la guerre qui approche, nous serons obligés de vous considérer comme les agents de Trotsky, comme des canailles à l'intérieur du pays. Vous devez reconnaître que Trotsky vous a poussés sur la voie de la terreur — Mais personne ne le croira ! — Nous, nous chargeons de cet aspect de la question. Nous avons nos Duclos et Thorez, nos Pritt et Rosenmark. Est-ce que Trotsky vous a poussés sur la voie de la terreur, oui ou

non ? Celui qui a répondu « oui » est prêt à se laisser utiliser ultérieurement.

Par des questions renouvelées sans cesse, on peut donner aux réponses un caractère de plus en plus concret. Smirnov et Goltzmann ont essayé de s'arrêter à mi-chemin entre la « terreur en général » et l'assassinat de Kirov.

D'autres (mais pas tous), sont allés plus loin. Celui qui a résisté a été liquidé au cours de la préparation « technique » du procès. Celui à qui on a pu faire violence a été conduit sur la scène pour être présenté aux yeux de Pritt dans sa qualité d'expert impartial.

Peut-on parler à un honnête homme quelconque des « aveux », en négligeant le fait que durant ces années la Gépéou a préparé et « questionné » les accusés, à l'aide de capitulations périodiques, d'humiliations, d'auto-dégradations, de calomnies et par le moyen de représailles ? Seuls des idiots complets peuvent fermer les yeux devant ces faits (1).

Le fait que les accusés auraient reconnu les faits qui leur sont imputés, indépendamment l'un de l'autre, est un triple mensonge. Il n'y a pas de preuve matérielle des aveux. Les accusés se sont lancés dans la voie des auto-accusations et des dénonciations sommaires. Ils ont craint comme le feu la concrétisation de celles-ci. Ce n'est pas par hasard que chaque fois que l'un des accusés, pour appuyer la logique de ses propres aveux, a essayé

de préciser le temps et les lieux, la Gépéou est tombée dans des contradictions par trop criantes. Dans tout ce qui constitue l'élément concret de leurs propres aveux, les accusés se sont contredits les uns les autres, et eux-mêmes. Seule une partie de ces contradictions est mise en lumière par le Livre Rouge, sur lequel Pritt et Rosenmark se cassent les dents.

(A suivre.)

Léon TROTSKY.

(1) Le docteur Clliga, un révolutionnaire yougo-slave qui, en qualité d'oppositional a passé plusieurs années dans les prisons et les lieux de détention de la Gépéou, témoigne : « J'ai vu un marin à qui on disait, à plusieurs reprises, en le sortant le soir de sa cellule, qu'on allait le fusiller. On le conduisait dans la cour, et puis on le ramenait dans sa cellule. Puisque tu es un ouvrier nous ne voulons pas te fusiller comme un quelconque garde-bianche. En tant qu'ouvrier, tu dois reconnaître sincèrement... Le marin ne reconnaissait rien, mais après ces tortures, il est devenu à moitié fou. C'est alors qu'on l'a laissé tranquille. Mais on lui demande encore des aveux au sujet de sa conspiration contre Staline. »

L'histoire de ce malheureux marin n'est qu'un petit épisode pris dans le livre des aveux des accusés, de même que des accusateurs et des juges. D'instrument de la révolution, la Gépéou est devenue l'instrument de l'aristocratie soviétique, l'instrument personnel de Staline, au sujet duquel Léonine avait averti en 1921 : « Ce cuisinier nous préparera des plats épicés. »

L'avant-garde ouvrière de Paris est solidaire du P.O.I. et des J S R

(Suite de la page 1)

Pourquoi cette extermination ? Pour faire la politique du social-chauvinisme, pour que Gitton puisse réclamer à la Chambre le renforcement de l'armée impérialiste !

Zeller termine en lisant la conclusion du message de Trotsky que les stalinistes effrayés ont saboté en coupant les fils télégraphiques. Et il reprend la revendication d'une Commission d'enquête internationale.

« Si la Commission, a dit Trotsky, décide de me reconnaître coupable même à un léger degré, des crimes dont m'accuse Staline, je m'engage d'avance à une me placer volontairement entre les mains des exécuteurs de Moscou. »

« Les accusateurs du Kremlin m'entendent-ils ? Je leur jette un défi à la face et j'attends leur réponse ! »

Entendez-vous Staline ? Entendez-vous laquais P. V.-C. et Cachin ? Répondez !

Le P.O.I.

Naville, salué par des applaudissements, va pas une série de faits précis répondre à Staline, Radek, et mettre au pied du mur MM. Cachin et P. V.-C. qui sont dégoûtés et ne sont pas venus.

Il rappelle les menaces contenues dans les aveux de Radek contre la vie des trotskystes du monde entier. Il cite le texte officiel des aveux de Radek où celui-ci indique qu'il a avoué, non pas parce que c'était vrai, mais parce que c'était utile à Staline.

Naville démonte les faits sur lesquels est bâti le soi-disant complot avec Trotsky et rappelle le démenti d'Oslo sur le prétendu voyage de Piatakoff qui fait s'effondrer la poutre essentielle de l'accusation.

Il prouve l'absurdité qui consiste à accuser l'avant-garde prolétarienne de vouloir déclencher la guerre impérialiste !

En revanche, chez vous, ajoute-t-il, à l'adresse des stalinistes, il y en a qui s'y entendent pour soutenir la guerre de leurs impérialismes, n'est-ce pas, M. Cachin, qui apportiez à Mussolini pendant la guerre l'argent des fonds secrets français ?

On nous accuse de vouloir diviser le Front Populaire. Mais de quoi s'agit-il ? S'il s'agit de rompre le bloc qui enchaîne les ouvriers à la bourgeoisie impérialiste ? Oui, M. Péri avait ce matin que les démocraties avaient fait le lit de Franco ! De ces démocraties là, nous n'en voulons pas !

Mais s'il s'agit de briser l'action des masses travailleuses ? Jamais ! Au contraire nous voulons la renforcer par le ciment de la pensée et des programmes révolutionnaires. Ce n'est pas nous mais les stalinistes qui ont suivi la politique absurde du « social-fascisme » qui a fait le lit d'Hitler en Allemagne.

Et Naville rappelle les pages de Trotsky avertissant du danger hitlerien et préconisant le moyen d'y parer par l'alliance ouvrière, les milices ouvrières, tandis que les social-démocrates soutenaient Brüning et que « les communistes », portaient « le coup principal » (selon l'expression de Tchachman) contre la social-démocratie !

Qui établit le capitalisme en U.R.S.S. ? Voyez la nouvelle constitution qui rétablit l'héritage, la propriété privée des kolkoz ?

Qui fait le jeu du fascisme ? Lisez l'appel (reproduit par ailleurs) du Parti communiste italien.

Répondez, Cachin et P. V.-C., autrement que par des injures !

Non, nous ne serons pas défaitistes en U.R.S.S., mais nous ne faisons aucune confiance à Staline, fossoyeur de la révolution pour en défendre ses conquêtes. Nous ne faisons pas confiance davantage à ses alliés Herriot et Cie.

Avec le P.O.I. qui vise à rassembler tous les révolutionnaires, unissant les masses ouvrières dans le combat contre l'exploiteur, nous resterons inébranlablement fidèles à la révolution et à l'internationalisme prolétarien (vifs applaudissements).

Un camarade de l'Etoile Nord-Africaine accueilli par l'internationalisme fait l'historique de son groupement dissous de la manière la plus perfide par le Gouvernement. Organisation prolétarienne composée de chômeurs, d'ouvriers, qui ont toujours été aux côtés des ouvriers de France. Cette dissolution fait le jeu des fascistes.

La salle applaudit vigoureusement et crie « L'Algérie aux Algériens ».

Doutreau, pour l'Union Anarchiste tout en marquant les divergences d'avec le P.O.I., vient s'affirmer solidaire des b-l dans la répression et montre que c'est le stalinisme qui fait le jeu du fascisme.

Vive la Révolution en Espagne et en France

Roussel, du P.O.I., montre la portée internationale du procès de Moscou, en ce qui concerne les événements d'Espagne et de France.

En Espagne, les ouvriers pour vaincre Franco se sont orientés spontanément dans la voie de la révolution socialiste (Possession des usines, des champs). Mais au nom de « l'ordre et de la propriété », les stalinistes taxent d'agents de Franco quiconque affirme vouloir lutter pour la révolution socialiste. Cela signifie démoraliser et diviser les combattants.

Les trotskystes qui sont morts en héros les armes à la main contre les bandes de Franco, sont-ils les agents de Franco ? Répondez M. Cachin !

Répondez tous ceux qui avez voté le blocus des volontaires !

En France nous sommes taxés de diviseurs. En 1933, nous étions exclus du P.C., comme agents de la démocratie, parce que nous voulions le front unique d'organisations à organisations prolétariennes (et non seulement à la base !). Maintenant que les stalinistes dépassent le terrain de classes, pour s'acquiescer aux bourgeois, c'est-à-dire pour briser et diviser la lutte de classes, nous sommes gratifiés d'une accusation inverse ! Ce qui caractérise le stalinisme, c'est le mépris de l'ouvrier qui réfléchit. C'est pourquoi le réveil révolutionnaire de la classe ouvrière sera terrible pour le stalinisme !

C'est nous qui accusons de liquider la révolution, de préparer la voies au capitalisme en U.R.S.S., d'étouffer la révolution espagnole et française, d'empoisonner les masses par le chauvinisme, de préparer politiquement le prolétariat à la guerre impérialiste !

Enfin, notre camarade Gérard Rosenthal lit quelques pages (publiées dans ce numéro) du premier message de Léon Trotsky qui sont vivement acclamées.

La réunion est terminée dans l'enthousiasme et l'ordre du jour est voté à l'unanimité.

Vivent le P.O.I. et les J.S.R. Vive la IV^e Internationale !

ORDRE DU JOUR

Les travailleurs réunis à l'appel du P.O.I. à la Salle Wagram après avoir entendu les interventions des camarades Frédéric Challaye, Zeller, Naville, Roussel, Doutreau protestent avec énergie contre la fuillade des vieux bolcheviks qui suivit le 2^e procès de Moscou comme le 1^{er}, sous les accusations mensongères de terrorisme, d'espionnage, de liaisons avec Hitler, etc.

Constatant que toute l'action du P.O.I. pour la révolution prolétarienne s'inscrit en faux contre ces accusations monstrueuses, qui rejoignent les calomnies des gardes blancs accusant Léline, Trotsky et les bolcheviks d'être des agents de l'Allemagne. Exigent avec le P.O.I. la réunion d'une Commission d'Enquête Internationale qui puisse juger contradictoirement les pseudo-accusations de Moscou.

S'engagent à lutter pour l'Union de la classe travailleuse en rejetant toute collaboration de classes, et contre l'Union sacrée au bénéfice de l'impérialisme français.

Dénoncent les attaques stalinistes contre les révolutionnaires espagnols du P.O.U. et de la C.N.T. et de F.A.I., qui luttent pour battre Franco et restaurer en Espagne le pouvoir ouvrier.

Et protestent contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine exécutée par le gouvernement du Front Populaire qu'ils exigent de briser ainsi le front unique des travailleurs de la France et des Colonies.

(Adopté à l'unanimité.)

Une lettre d'un jeune Ouvrier

Nous donnons ci-après un extrait des lettres qui nous parviennent de nos camarades parmi les plus récents adhérents, et qui montrent que les plus formidables calomnies lancées par le plus formidable appareil renforcé l'esprit des jeunes révolutionnaires.

Cher camarade,

... Ici je suis attaqué de tous les côtés par les fascistes, par les stalinistes et tous les hommes du Front populaire ; à l'exception des socialistes qui me considèrent comme un camarade. Tout le long du jour les profiteurs stalinistes à part les jeunes, me traitent de bandit, de provocateur et d'agent de la Gestapo. Tu penses, ils lisent l'Humanité, qui lance les plus grands mensonges au sujet du procès de Moscou. Moi, je suis très attentivement ce procès qui est un véritable carnage que prépare le traître Staline. Et puis ce n'est pas fini ; il prépare déjà un autre carnage.

Mais je supporte toutes ces provocations car je sais que vous n'êtes pas des agents de la Gestapo. Je vous ai vu, vos mains de travailleurs. Je les ai vus ces camarades chômeurs qui n'avaient pas assez d'argent pour aller au restaurant.

Les Thorez et consorts savent mieux que n'importe qui que vous n'êtes pas des fascistes. C'est plus qu'un crime que commettent Thorez et consorts, c'est une trahison à la cause des affamés du monde.

Un document pour la propagande... Où sont les agents du fascisme ?

En 1919, Mussolini a créé les « Fascii di combattimento » (faisceaux de combat) pour briser les reins au mouvement prolétarien d'Italie et à son jeune Parti Communiste qui menaçait l'existence du capitalisme italien et qui, en suivant l'exemple du prolétariat de Russie, voulait instaurer le régime soviétique dans la péninsule.

Or, voici ce qu'écrivait maintenant les valets de Staline, dans un appel qui a pour titre : « Pour le salut de l'Italie. Réconciliation du Peuple italien », appel publié dans « Lo Stato Operaio » (revue théorique) du Parti communiste italien) du mois d'août 1936 :

« PEUPLE ITALIEN ! FASCISTES DE LA VIEILLE GARDE ! JEUNES FASCISTES ! Nous communistes faisons nôtre le programme fasciste de 1919 qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs,

et nous vous disons : Luttons unis pour la réalisation de ce programme. »

Et plus loin : « FASCISTES DE LA VIEILLE GARDE ! JEUNES FASCISTES ! Nous sommes disposés à combattre avec vous et avec tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919 et pour toute revendication qui exprime un intérêt immédiat, particulier ou général des travailleurs et du peuple italien. »

Et plus loin encore : « Pour que notre lutte soit couronnée par le succès nous devons vouloir la réconciliation du peuple italien, en rétablissant l'unité de la Nation, pour le salut de la Nation... Nous devons rétablir la confiance réciproque parmi les Italiens ; nous devons liquider les rançunes du passé ; nous devons en finir avec la pratique honteuse de l'espionna-

ge qui augmente la méfiance... »

« Donnons-nous la main, fils de la Nation italienne ! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions. Donnons-nous la main, et marchons côte à côte pour arracher le droit d'être des citoyens d'un pays civilisé tel qu'est le nôtre. Nous offrons tous les mêmes peines. Nous avons tous la même ambition : celle de faire l'Italie forte, libre et heureuse. Tout syndicat (fasciste, n.d.l.r.) tout Dopolavoro (fasciste !), toute association (fasciste) doit devenir le centre de notre unité retrouvée et agissante... »

Et c'est au moment même où s'adressent de cette façon aux fascistes de Mussolini, que les vils mercenaires du stalinisme accusent les révolutionnaires indépendants d'être des agents du fascisme.

Qui est l'agent du fascisme ?

Qui s'allie avec Hitler ? Le Bilan de Paul Faure

« Les lois sociales aux colonies ? » Nous connaissons la répression féroce contre nos héros, nos frères de lutte en Indochine, l'octroi de privilèges aux gros propriétaires algériens pour les utiliser contre le peuple, la répression contre les nationalistes marocains, la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine.

« Pour l'agriculture » l'office de blé a surtout enrichi les gros spéculateurs au détriment des petits et moyens producteurs ; pour tous les autres produits agricoles, rien n'a été fait.

« Les nationalisations ? » Parions-en ! Nationalisations qui enrichissent les gros propriétaires de l'industrie de guerre, les indemnités, leur laissent leur place, tandis que les ouvriers et techniciens verront diminuer leurs salaires et leurs conditions de travail (voir le récent article des techniciens dans « l'Union des Ailes » n° 4). « Nationalisation au profit des marchands de canon », comme nous l'écrivions dès que nous les avons vu annoncer en juin.

« Arbitrage obligatoire ? » En vérité le plus beau cadeau qui ait été fait à la réaction pour briser les grèves ainsi que l'a expliqué Le Temps avec satisfaction, ainsi qu'ont pu le voir déjà les camarades de Lille, de l'alimentation, etc...

La défense de l'U.R.S.S., mais par des méthodes de la révolution mondiale et non par « l'union de la nation » (union sacrée 1937). C'est pourquoi les militants « stalinistes » les plus déchaînés par la campagne de l'Humanité, un des organes de la presse qui ment, nous trouveront toujours à côté d'eux et à la pointe du combat pour la destruction physique et politique du fascisme !

« Autres cadeaux parmi ce qui a été fait déjà » et que Paul Faure oublie : la dévaluation qui a enrichi les banques, appauvri sans compensation les salaires, les petits rentiers, les fonctionnaires. Le Budget extraordinaire de l'Etat, consacré pour la plus grande part à la guerre, et qui crée ainsi que l'annonce Vincent-Auriol : 36 milliards de besoins de la Trésorerie pour 1937. C'est pourquoi le gouvernement a refusé le blocus des armes et des volontaires qui à chaque essor victorieux a cassé les reins à l'héroïque prolétariat espagnol.

« Pour l'agriculture » l'office de blé a surtout enrichi les gros spéculateurs au détriment des petits et moyens producteurs ; pour tous les autres produits agricoles, rien n'a été fait.

« Les nationalisations ? » Parions-en ! Nationalisations qui enrichissent les gros propriétaires de l'industrie de guerre, les indemnités, leur laissent leur place, tandis que les ouvriers et techniciens verront diminuer leurs salaires et leurs conditions de travail (voir le récent article des techniciens dans « l'Union des Ailes » n° 4). « Nationalisation au profit des marchands de canon », comme nous l'écrivions dès que nous les avons vu annoncer en juin.

« Arbitrage obligatoire ? » En vérité le plus beau cadeau qui ait été fait à la réaction pour briser les grèves ainsi que l'a expliqué Le Temps avec satisfaction, ainsi qu'ont pu le voir déjà les camarades de Lille, de l'alimentation, etc...

« Autres cadeaux parmi ce qui a été fait déjà » et que Paul Faure oublie : la dévaluation qui a enrichi les banques, appauvri sans compensation les salaires, les petits rentiers, les fonctionnaires. Le Budget extraordinaire de l'Etat, consacré pour la plus grande part à la guerre, et qui crée ainsi que l'annonce Vincent-Auriol : 36 milliards de besoins de la Trésorerie pour 1937. C'est pourquoi le gouvernement a refusé le blocus des armes et des volontaires qui à chaque essor victorieux a cassé les reins à l'héroïque prolétariat espagnol.

« Pour l'agriculture » l'office de blé a surtout enrichi les gros spéculateurs au détriment des petits et moyens producteurs ; pour tous les autres produits agricoles, rien n'a été fait.

« Les nationalisations ? » Parions-en ! Nationalisations qui enrichissent les gros propriétaires de l'industrie de guerre, les indemnités, leur laissent leur place, tandis que les ouvriers et techniciens verront diminuer leurs salaires et leurs conditions de travail (voir le récent article des techniciens dans « l'Union des Ailes » n° 4). « Nationalisation au profit des marchands de canon », comme nous l'écrivions dès que nous les avons vu annoncer en juin.

« Arbitrage obligatoire ? » En vérité le plus beau cadeau qui ait été fait à la réaction pour briser les grèves ainsi que l'a expliqué Le Temps avec satisfaction, ainsi qu'ont pu le voir déjà les camarades de Lille, de l'alimentation, etc...

« La défense de l'U.R.S.S., mais par des méthodes de la révolution mondiale et non par « l'union de la nation » (union sacrée 1937). C'est pourquoi les militants « stalinistes » les plus déchaînés par la campagne de l'Humanité, un des organes de la presse qui ment, nous trouveront toujours à côté d'eux et à la pointe du combat pour la destruction physique et politique du fascisme !

« C'est la masse des travailleurs qui répond au bilan de Blum-Paul Faure, soussigné par Thorez : C'est un faux bilan à la manière de Tardieu-Laval. Vous nous avez trompés ! »

Le Gérant A AIACHE

IMPRIMERIE CERBONNET, 27, rue de la Folie-Regnault, PARIS-XI^e